

ULUSLARARASI SOSYAL ARAŞTIRMALAR DERGİSİ THE JOURNAL OF INTERNATIONAL SOCIAL RESEARCH

Cilt: 12 Sayı: 68 Yıl: 2019
www.sosyalarastirmalar.com
Issn: 1307-9581



Volume: 12 Issue: 68 Year: 2019
www.sosyalarastirmalar.com
Issn: 1307-9581

Doi Number:
<http://dx.doi.org/10.17719/jisr.2019.3859>

CHEFFERIES TRADITIONNELLES ET RECONSTRUCTION DU LIEN SOCIAL DANS LE CONTEXTE DE CRISE POST-ELECTORALE EN COTE D'IVOIRE : ANALYSE DU CAS DES RAPPORTS ENTRE AUTOCHTONES ET MIGRANTS DANS LA COMMUNE D'ABOBO

TRADITIONAL CHEFFERIES AND RECONSTRUCTION OF THE SOCIAL LINK IN THE CONTEXT OF POST-ELECTORAL CRISIS IN COTE D'IVOIRE: ANALYSIS OF THE CASE OF REPORTS BETWEEN ABORIGINES AND MIGRANTS IN THE COMMUNITY OF ABOBO

Oumar CAMARA*

Résumé

Au regard de la crise postélectorale de 2010 qui a entraîné une fracture sociale profonde au sein de la société ivoirienne, même si la reconstruction du tissu social reste encore très fragile dans la commune d'Abobo, les chefferies traditionnelles ont à travers des stratégies de basées sur les pratiques coutumières, notamment l'arbre à palabre et le dialogue à l'ivoirienne pour intégrer l'arène du processus de reconstitution du tissu social effrité après une décennie de crise militaro-politique en Côte d'Ivoire. C'est sur cette base que cette étude se propose, en s'appuyant sur une analyse de contenu de mettre en exergue la contribution des chefferies traditionnelles dans la reconstruction du lien social en Côte d'Ivoire, précisément dans la commune d'Abobo. Au plan méthodologique, l'étude repose exclusivement sur une approche qualitative. A cet effet, nous avons eu recours à des entretiens semi-structurés et surtout à l'observation directe. Cette étude révèle que la participation des chefferies traditionnelles dans la prévention et la gestion des conflits dans les villages Ebrié d'Abobo s'étend sur plusieurs points : la coopération entre la chefferie traditionnelle et les leaders religieux pour minimiser les dégâts pendant la crise postélectorale, la crise comme facteur de renforcement de la solidarité entre les autochtones contre les attaques extérieures, le renforcement de la communication avec les quartiers voisins pour minimiser les dégâts pendant la violence postélectorale de 2010. Le recours à la justice traditionnelle (l'arbre à palabre) pour le renforcement de la cohésion sociale dans le village d'Abobo-Baoulé, notamment la gestion des problèmes d'appartenance ethnique et politique. Dans le village d'Anonkoua Kouté, elle s'est soldée au sortir de la crise postélectorale par : l'instauration du Comité de Sage et de Paix, affiliée à la Chefferie traditionnelle, l'inclusion des associations de jeunes dans les CDC.

Mots clés: Chefferie Traditionnelle, Gestion des Conflits, Autochtone Ebrié, Crise Postélectorale, Abobo.

Abstract

In the light of the post - election crisis of 2010 which led to a deep social divide in Ivorian society , even if the reconstruction of the social fabric remains very fragile in Abobo commune, the traditional chiefdoms have through strategies based on customary practices, including the palaver tree and Ivorian dialogue to integrate the arena of the process of reconstitution of the fabric social crisis after a decade of military-political crisis in Côte d'Ivoire. It is on this basis that this study proposes, based on a content analysis to highlight the contribution of traditional chiefdoms in rebuilding social ties in Côte d'Ivoire, specifically in Abobo. Methodologically, the study relies exclusively on a qualitative approach. To this end, we used semi-structured interviews and especially direct observation. This study reveals that the participation of traditional chieftaincies in the prevention and management of conflicts in the Ebrié villages of Abobo extends on several points: the cooperation between traditional chieftaincy and religious leaders to minimize the damage during the post-electoral crisis, the crisis as a factor of strengthening solidarity between indigenous people against external attacks, strengthening communication with neighboring districts to minimize the damage during the post-election violence of 2010. The use of traditional justice (the palaver tree) for strengthening social cohesion in the village of Abobo-Baoulé, including the management of ethnic and political issues. In the village of Anonkoua Kouté, it ended in the post-election crisis by : the establishment of the Committee of Wise and Peace, affiliated to the traditional Chiefdom, the inclusion of youth associations in the CDC.

Keywords : Traditional Chieftaincy, Conflict Management, Indigenous Ebrié, post-election Crisis, Abobo.

* Dr., Department of Sociology at the University Félix H. Boigny de Cocody (Abidjan-Ivory Coast), Kolonitigui.barou75@gmail.com



I-INTRODUCTION

La crise postélectorale de 2010 remettra à jour les vieux problèmes et les anciens antagonismes socio-politiques non résolus qui s'étaient accumulés au fil du temps. Ceux-ci ont commencé depuis le décès du premier Président de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët Boigny, le 7 décembre 1993 qui a ouvert la voie à une guerre de succession que d'aucuns ont encore appelé la guerre des héritiers. Toute chose qui nous a conduits au premier coup d'Etat militaire du 24 décembre 1999, puis l'attaque sanglante de la rébellion dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002 qui a été couronné par la partition du pays en deux zones : l'une sous contrôle gouvernemental et l'autre sous contrôle de la rébellion. Tous ceux-ci ont conduit à l'érosion de la cohésion nationale. Cette chaîne de crise a affecté largement les « modalités de production des rapports sociaux interethniques et de reconstruction de l'altérité sociale » (Gnabeli, 2007) en Côte d'Ivoire.

Pour Sylla (2007), ces différentes crises remettront à jour les vieux problèmes et les anciens antagonismes socio-politiques qui s'étaient accumulés au fil du temps et que l'ancien régime mono-partisan avait contribué à créer par l'implication et la manipulation politique des populations étrangères dont les éléments sont plus ou moins ethniquement apparentés avec les populations ivoiriennes par-delà les frontières dont la perméabilité est bien connue en Afrique postcoloniale. Pour ce faire, plusieurs formules de réconciliation nationale seront ainsi discutées ou proposées par les diverses catégories d'acteurs politiques : d'abord une formule de réconciliation nationale semblable à celle de la TRC (Truth and Reconciliation Commission), la Commission Vérité et Réconciliation de l'Afrique de Sud à la sortie de l'apartheid ; ensuite, la formule d'une Conférence nationale éclatée (en conférences de réconciliation des jeunes, des femmes et des différents groupes élitaires de la société civile) ; enfin, une formule beaucoup plus institutionnelle qui a été proposée et enclenchée discrètement par la Grande Médiature à travers la mobilisation d'un petit groupe d'intellectuels, scientifiques, professeurs, chercheurs, élites civiles et militaires, regroupés dans un Comité de Médiation pour la Réconciliation Nationale (CMRN) dont le rôle sera en fait de jeter les bases heuristiques et méthodologiques d'une procédure efficace de réconciliation nationale.

En définitive dit-il, la formule d'un Forum pour la Réconciliation Nationale sera retenue et décidée par le président ivoirien qui entendait exécuter son programme de gouvernement dans la paix retrouvée, et créer un cadre propice à l'organisation des élections générales de 2005 dans une Côte d'Ivoire totalement réconciliée avec elle-même. Mais les organisateurs de ce Forum pour la réconciliation nationale n'en feront qu'une caricature de Conseil National comme du temps du parti unique où la réactualisation de l'arbre à palabre et le dialogue à l'ivoirienne dans l'extase collective devaient résoudre les conflits par catharsis sociale et par défoulement populaire sous l'égide d'un pouvoir néo-patrimonial charismatique. Comme du temps du Conseil national donc, ce forum selon Lanciné Sylla, organisé du 9 octobre au 18 décembre 2001, a réuni les représentants de toutes les forces vives de la nation (classe politique, chefferie traditionnelle et religieuse, groupements socio-professionnels, organisations de la société civile, associations diverses, de femmes, de jeunes etc). La parole était libérée, mais il ne fallait, ni débat contradictoire, ni coupables, ni repentance. En fait, dit-il, la formule ivoirienne de la réconciliation était à l'opposé de la formule sud-africaine de la vérité, de la repentance et de la réconciliation. En outre, en l'absence de tout leader charismatique de la trempe du premier président ivoirien, la catharsis nationale escomptée du forum ivoirien ne pouvait se solder que par une cristallisation des conflits politiques, plutôt que par une pacification effective des rapports politiques. En définitive, le Forum pour la réconciliation nationale en Côte d'Ivoire sera beaucoup plus un grand moment de défoulement collectif qu'un cadre réellement propice à la résolution des conflits socio-politiques de ce pays.

En ce qui concerne la crise postélectorale de 2010, pour rétablir la paix après le déclenchement de la crise, certains mécanismes sont envisagés par l'ONU. En dépit du déploiement de forces de maintien de la paix qui est désormais chose commune, les interventions de forces internationales dans les conflits africains se basent sur l'hypothèse que les belligérants déposeront les armes après la signature d'un accord de paix. Cette appréciation optimiste sous-estime à quel point la guerre s'est intégrée dans les comportements sociaux. Elle procède d'une vision consistant à opposer la violence à la politique (Jeppe, 2005). Elle intervient aussi dans plusieurs domaines notamment, la surveillance du cessez-le feu, le désarmement, la réinsertion des ex-combattants, la réhabilitation des infrastructures étatiques en passant par les missions humanitaires et les actions de développement. Ses interventions sont aussi parfois matérielles (paiement de compensations, ou dédommagements, aide internationale à la reconstruction...).

Et pourtant, la persistance des conflits en dépit du déploiement de forces de maintien de la paix est désormais chose commune. Les interventions de forces internationales dans les conflits africains se basent sur l'hypothèse que les belligérants déposeront les armes après la signature d'un accord de paix. Cette



appréciation optimiste sous-estime à quel point la guerre s'est intégrée dans les comportements sociaux. Elle procède d'une vision consistant à opposer la violence à la politique (24). L'usage de phrase telle que «une solution politique pour mettre fin à la violence» démontre que la violence est toujours perçue comme un échec de la politique.

En effet, ces conflits africains en dépit des interventions des forces étrangères rendent nécessaire une nouvelle approche de leur résolution sur les plans diplomatique, militaire et interne. Cette nouvelle approche, qui doit responsabiliser les acteurs des conflits doit s'articuler sur la primauté de la médiation et de la réforme des pays africains sur les interventions militaires. Pour un renforcement des mécanismes de prévention et de médiation des crises, il convient de définir des modalités et des structures d'intervention rapide dans les conflits. Ces structures doivent même en temps de paix étudier la situation politico-économique des pays africains et déceler les causes potentielles de conflits.

Sur le plan local, dans le Programme d'Assistance Post-conflit (PAPC), les autorités administratives ont fait recours à des structures internationales telles que USAID, OIM au détriment des chefferies traditionnelles pour le rétablissement de la paix et la cohésion sociale au sortir de la crise postélectorale de 2010. Malheureusement, cette stratégie ne permettra pas d'atteindre les résultats escomptés. Cependant, même si nous ne sommes plus à un conflit ouvert, nous assistons toujours à la persistance d'un conflit latent entre les populations dans leur diversité ethnique et politique. En effet, les études de (CAMARA, 2019) nous révèle l'échec des politiques de reconstruction sociale lancées par les autorités au sortir de la crise postélectorale de 2010 dans le but de ressouder le tissu social. Elles démontrent également que les politiques de reconstruction sociale n'ont pas été efficaces. Elles dénoncent la non prise en compte des attentes des populations des villages d'Abobo-Baoulé et d'Anonkoua Kouté dans les politiques de reconstructions du tissu social.

Pour (Traoré; Fofana, 2015), au lendemain de la crise post-électorale, l'on observe chez les différentes communautés la production de stratégie de domination en vue de maîtriser le jeu de la réalité sociale. Cette stratégie de domination inspirée de la décennie de crise, est présentée dans la conscience individuelle et collective des acteurs des différentes communautés. Les expressions telles que « on ne peut pas accepter d'être esclave sur sa propre terre et la terre de ses parents », « chacun à sa stratégie pour s'imposer » « il aura un match retour » évoqué par les individus enquêtés reflète une ambiguïté qui caractérise justement l'existence d'une compétition de domination du jeu social.

La persistance des conflits africains rend nécessaire une nouvelle approche de leur résolution sur les plans diplomatique, militaire et interne. Cette nouvelle approche, qui doit responsabiliser les acteurs des conflits, doit s'articuler sur la primauté de la médiation et de la réforme des pays africains sur les interventions militaires. Pour un renforcement des mécanismes de prévention et de médiation des crises, il convient de définir des modalités et des structures d'intervention rapide dans les conflits. Ces structures doivent même en temps de paix étudier la situation politico-économique des pays africains et déceler les causes potentielles de conflits.

Dans la commune d'Abobo, précisément dans les villages Ebrié, malgré que la reconstruction reste encore très fragile au regard de la production des relations sociales dans la commune d'Abobo,

II-METHODOLOGIE

1-1- Présentation du site d'enquête

Le village d'Abobo-Baoulé est limité à l'Est par le village d'Akuédo, au Nord par les villages Awé et Aguékoua, au sud par Aboboté et à l'Ouest par Abobo-Gare. L'espace sociogéographique est structuré en trois sous quartiers : Tchagba, Guiromène et Agbongo. Selon les estimations du RGPH 2014, la population est estimée à 19524 habitants.

Situé à l'entrée Est d'Abidjan sur l'axe Abidjan-Anyama, plus précisément à 15 Km de la Commune du Plateau, le village d'Anonkoua Kouté est peuplé de 12 000 âmes dont 8 500 autochtones Ebrié, et le reste de la population, répartie entre allochtones Malinké, Baoulé, et les allochtones venus des autres pays de la CEDEAO. Selon le RGPH 2014, la population du village d'Anonkoua Kouté compte 40255 habitants.

1-2- Collecte des données

Quatre techniques ont été mobilisées pour la réalisation du présent article : ce sont la documentation, l'observation directe et les entretiens. La documentation écrite nous a permis de passer en revue la littérature disponible. Ainsi, plusieurs documents ont été utilisés pour réunir les informations qui se rapportent à notre sujet. Nous avons donc lu des documents traitant pour l'essentiel, des problématiques relatives à la gestion des conflits, aux crises du lien social, au maintien de la cohésion sociale. Ces données ont été collectées pour la plupart au Centre de Recherches et d'Action pour la Paix (CERAP) sise à Cocody et au Centre culturel



Français. La documentation nous a permis de construire notre problématique, de circonscrire notre recherche et de définir les objectifs de cette étude afin de nous démarquer des études antérieures qui ont porté sur la thématique (reconstruction du lien social). La seconde technique est l'observation directe. Elle a consisté pour nous de faire des va et viens sur le terrain deux(02) semaines durant, afin de percevoir, mémoriser et noter les différentes variables du phénomène. Pour ce faire, nous avons visité la Mairie d'Abobo, les différentes chefferies traditionnelles des villages, afin d'observer les relations sociales qui ont tourné autour des activités de cohésion sociale afin de recueillir leur opinion sur ces activités et évaluer l'enjeu de ces activités sur le lien social dans ces villages Ebrié.

En ce qui concerne les entretiens et l'échantillonnage, il faut dire qu'une enquête de terrain a été menée dans la commune d'Abobo, précisément dans les villages d'Abobo-Baoulé et d'Anonkoua Kouté auprès de plusieurs catégories d'acteurs. Nous avons opté pour une étude qualitative avec des entretiens individuels et semi-directifs. Elle s'est effectuée auprès des principaux acteurs concernés par la question de la participation des chefferies traditionnelles dans la gestion des conflits en général et de la reconstruction du lien social en particulier. A savoir : les chefs de village ou leur adjoint, les chefs de terre, les autorités communales (4 agents du service des activités socioculturelles), les présidents de jeunes des villages, et en fin 12 chefs de famille et 10 femmes de ménages sélectionnés de manière aléatoire. Nous avons défini la taille de notre échantillon en nous basant sur le principe de la saturation des informations relatives à notre problématique. Ainsi 30 personnes ont été interrogées. Le chef du village ou adjoint, le chef de terre et le responsable de la jeunesse ont été sélectionnés afin de comprendre le mode de fonctionnement de la prévention et de gestion des conflits dans ces villages Ebrié pendant la crise postélectorale de 2010. Quant aux chefs de familles qui sont de divers groupes ethniques, leur choix s'est avéré important pour cette étude. Dans la mesure où ils sont les premiers utilisateurs des ressources forestières locales. En outre, il était question avec eux de s'informer sur les enjeux de la prévention et de la gestion des conflits sur la cohésion sociale dans les villages Ebrié. Enfin, avec la mairie, il était question de faire la lumière non seulement sur la mise en place des projets de cohésion sociale, les rapports entre les autorités communales et les chefferies traditionnelles autour de ces projets et l'impact de ces projets de développement sur la cohésion sociale dans les villages Ebrié.

1-3-Traitement des données

L'analyse manuelle est notre méthode de traitement des données. Le choix de cette méthode d'analyse répond à trois principes : D'abord, elle nous permet de cibler rapidement les grandes questions auxquelles les participants attachent de l'importance pour s'y concentrer ; ensuite, cette analyse manuelle nous aide à vérifier si la collecte des informations est menée de la meilleure façon possible ; enfin, celle-ci a le pouvoir d'examiner les résultats des entretiens rapidement pour s'assurer que les informations nécessaires à la réalisation des objectifs sont réellement collectées (Essé et N'Guessan, 2015).

III- PRESENTATION DES RESULTATS

1- Le changement de comportements et attitudes des villageois pendant la crise postélectorale de 2010 à Abobo-Baoulé

1-1- Quand les autorités coutumières activent le dialogue intercommunautaire

Les autorités coutumières ont joué leur partition pendant les violences postélectorales dans le village d'Abobo-Baoulé. Et cela, malgré le contexte du moment qui faisait croire à leur appartenance à LMP, notamment de soutenir l'ex-Président de la République, Laurent Gbagbo pendant la crise.

La chefferie traditionnelle, au-delà d'être des relais entre elle et les autorités administratives, les groupes autochtones affirment que les leaders communautaires sont les garants de la tradition et donc chargés de les orienter. Ils sont également considérés comme les arbitres en cas de litiges et aussi des officiers traditionnels au cours des cérémonies coutumières (Fête de génération, mariage coutumier etc.).

M. A, un membre du CDC explique, « Je commencerais à vous dire que c'est une grâce de Dieu que nous avons été sauvés de la crise postélectorale de 2010. Vous voyez à Abobo-baoulé il y a plusieurs communautés comme le cas d'Anonkoua Kouté. On a même un quartier qu'on appelle « dioulabougou ». La chance qu'on ait eue, est qu'on a eu des responsables intellectuels, qui comprenaient le bien-fondé de la chose. La violence en tant que telle, on n'a pas vécue. C'est seulement un jour, en une seule journée où les membres d'un parti ont voulu organiser des activités pour accueillir son leader que ça c'est mal passé ici. Après ça, la chefferie avec les chefs de chaque communauté, on entreprit des démarches de réconciliation, et voilà ça c'est bien passé ».

Cet enquêté tente d'expliquer à travers son discours que malgré les méfiances et le ressentiment qui existaient entre les communautés autochtones, allochtones et allogènes pendant la crise postélectorale de



2010, les populations d'Abobo-Baoulé n'ont pas sombré dans des violences meurtrières comme l'a été le cas de certains villages Ebrié et quartiers de la commune d'Abobo. Il a rappelé tout de même que les communautés du village étaient divisées départ leur appartenance ethnique et politique. Et cela a été constaté par des violences au cours de l'un des meetings que le candidat du RDR devrait tenir dans le village. Et après ces violences perpétrées des autochtones Ebrié contre les communautés allochtones et allogènes résident au village, la chefferie traditionnelle a entrepris des démarches de réconciliation, en demandant pardon aux victimes et de procéder à la réparation des leurs biens.

1-2- La coopération entre la chefferie traditionnelle et les leaders religieux pour minimiser les violences pendant la crise postélectorale

Tout comme la chefferie traditionnelle, les différents leaders religieux ont prôné la paix et la cohésion sociale pendant la crise postélectorale de 2010 dans les villages Ebrié à Abobo.

S.Z, chef religieux du village, confirme cet état de fait :

« La paix est une question de vie pratique, de culte, de religion. Ce qui est enseigné dans les Eglises, c'est la culture de la paix, c'est-à-dire aimer son prochain et raffermir les relations de confiances. Pendant la crise, c'est ce message que nous avons véhiculé auprès de nos frères Imams musulmans dans les mosquées des quartiers environnants pour le renforcement de la paix entre les villages et les quartiers qui les entourent ».

Cet enquêté nous révèle que la culture de paix est une pratique enseignée par la religion et qu'ils appartiennent à eux les hommes de Dieu de mettre en pratique pour la prévenir les conflits. C'est ce qu'ils ont fait pendant la crise postélectorale de 2010 dans la commune d'Abobo, en prônant la paix à travers le dialogue interreligieuse. C'est le cas de l'association APAX qui a vu le jour en 2001 pour répondre aux nombreux défis résultant du génocide au Rwanda en 1994, de la guerre des infiltrés de 1997-2000 et des conséquences de ces deux événements pour cette région. En effet, même si ce cas n'est pas similaire de l'extrait du discours de notre enquêté, mais il faut savoir que l'esprit est le même, celui de prôner la paix à travers les enseignements de la spiritualité.

L'approche choisie par APAX pour éduquer à la paix est une approche qui permet à la personne humaine de se développer dans toutes ses dimensions, c'est-à-dire une approche holistique en vue du développement intégral de la personne qui aboutira à sa transformation, celle de sa communauté, de sa culture et de sa structure. Le programme des cours dans l'éducation à la paix comprend normalement deux parties : la théorie et la pratique (Fisher & al, 2002) de la transformation individuelle, spirituelle et culturelle. C'est le modèle indirect d'éducation à la paix qui ne fait pas intervenir directement les partis opposés (Bar-Tal, 2009) et qui a ses effets dans une période à long terme. En théorie les membres de l'APAX apprennent les valeurs traditionnelles rwandaises pour la paix comme la noblesse du cœur¹, les valeurs chrétiennes et universelles pour la paix résumées dans l'amour et la liberté, la connaissance de soi et des autres, les besoins fondamentaux et les droits humains et les principes d'une communauté viable. En pratique ils s'exercent aux bonnes relations avec soi, avec Dieu, avec l'autre, avec la culture et la structure du pays, avec la nature et au bon usage des biens matériels tout en gardant la conscience éveillée c'est-à-dire tout en restant critiques Ils s'exercent aussi à la non-violence, à la bonne puissance, à la gestion des émotions et à la médiation pacifique des conflits. Pour assurer leur survie, ils s'appliquent également à l'élaboration et à la gestion de petits projets qui permettent aux gens de travailler ensemble et d'assurer leur bien-être.

M.M, porte-parole du chef de village renchéri :

« A l'arrivée de la crise, la chefferie est allée trouver toutes les mosquées qui sont autour du village, prendre connaissance avec les imams, que nous sommes des frères, et ce n'est pas à cause de la crise que nous allons nous déchirer. Vos filles viennent faire « Attiéké » ici, elles font tout ce qu'elles veulent mais il n'y a jamais eu de problèmes donc restons tels. Et par la grâce de Dieu, on est resté comme ça. Et après la guerre, ceux qui sont partis sont revenus, parce que d'autres ont eu peur ils sont partis et quand ils sont revenus, et la chefferie a visité certaines familles et leur ait fait des dons, ça n'engage qu'eux. Sinon, ils ont demandé s'ils avaient été volés, il y a d'autres qui font la couture, leurs magasins ont été pillés tout ça, ils leur ont fait face. Vraiment du côté d'Abobo-Baoulé il n'a pas été touché, au contraire, c'est ici les gens venaient se ravitailler en « Attiéké » et tout ce qu'il faut ».

Dans le même ordre d'idée, cet autre enquêté est revenu sur ce dialogue interreligieux et ajouta que ceux qui avaient fui pendant la crise postélectorale de 2010 battait son plein sont revenus de leur lieux d'exil. Selon nos analyses, ceux qui avaient fui le village pendant la crise étaient pour la plupart des commerces

¹Les membres de l'association APAX s'évaluent périodiquement pour voir si leurs conduites correspondent à ceux du noble de cœur : (Imfura y'inyangamugayo, ni iyo musangira ntigucure, mwajya inama ntikuvemo, wapfa ikakurerera, yakira ntigusuzugure, yasonza ntiyibe).



allochtones et allogènes et puisque leurs magasins ont été mis à sac, la chefferie a fait des dons dans leurs différentes familles au sortir de la crise. Et cela n'a pas du tout plu aux autochtones du village, qui croiraient à un montage de toute pièce pour soutirer de l'argent à la chefferie.

1-3- Le renforcement des liens de solidarité entre les autochtones contre les attaques extérieures avant la crise postélectorale de 2010

Pendant la crise postélectorale de 2010, la solidarité entre les différentes familles autochtones s'est renforcée contre toute attaque extérieure, notamment des allochtones et allogènes qui sont proches du RDR.

A.G, un autochtone du village ne dira pas le contraire : « Bon puisque chez nous, je dis chez nous parce que je suis du village. Chez nous ici, avant la crise on s'entendait, donc quand il y avait quelque chose qui se passait au village, chacun partait voir la famille d'à côté ; hé, on a vu ton enfant dans tel coin, il faut l'appeler et le conseiller, parce que, s'il le fait et que vous le regarder faire, demain ça va tomber sur le village. Donc, c'est ainsi quand on voyait venir quelque chose, on interpellait la famille de l'enfant en question. Car, s'il s'en va faire quelque chose on dira qu'il vient d'Abobo-Baoulé, ça va déclencher quelque chose. Donc c'est ainsi que le village a été épargné de toutes ces choses. Donc, tout c'est bien passer ici, aucune des deux Eglises n'a été touchées, personne n'a été touchée dans ce village, on est resté tel qu'on est »².

Dans ce discours, nous pouvons retenir que la solidarité intrafamiliale qui régnait entre les autochtones Ebrié du village pendant la crise postélectorale, a évité les violences extrêmes et des pertes en vie humaine entre les différentes communautés du village.

1-4- La communication inter-quartiers comme facteur de minimiser les violences pendant la crise postélectorale de 2010

Le village d'Abobo-Baoulé a vécu la crise postélectorale dans une atmosphère différente que celui d'Anonkoua Kouté. Et le recours à la communication entre les autorités coutumières et les quartiers voisins cosmopolites sont les raisons.

J.L, Président du CDC s'explique :

« Je ne voulais pas qu'on attaque le village parce que tout le monde avait fui, nous sommes restés, mais pas beaucoup. Parmi ceux qui sont restés, il y avait mon frère, honorable Yapo, nous faisons souvent la réunion avec le village et les quartiers environnants. Les réunions se passaient souvent au Clouétcha, parce que notre village était entouré et que si on n'adoptait pas vite cette politique, notre affrontement avec ces quartiers environnant étaient inévitables et on savait qu'on allait perdre ».

A travers ce discours, le président du Comité de développement communautaire pense qu'il fallait trouver une marge de manœuvre pour que le village d'Abobo-Baoulé ne soit attaqué pendant la crise postélectorale de 2010. Cela se traduit par le supposé ralliement du président du CDC au parti du Rassemblement des Républicains (RDR) et de participer à leur différentes réunions dans les quartiers environnant pendant la crise, afin de leur donner l'espoir pour éviter une éventuelle attaque du village suspecté des Pro-Gbagbo, l'ennemi premiers à abattre pendant cette période.

J.L, Président du CDC donne ses raisons : « En effet, pendant la crise postélectorale, quand nous avons appris que le village d'Abobo-Baoulé devrait être attaqué après celui d'Anonkouakouté dont les violences ont fait plusieurs morts, nous avons été obligés de tenir une réunion d'urgence avec la chefferie et les différents leaders ethniques et religieux, dans le but d'enlever les barrages imposés par des groupes d'auto-défenses. Ces groupes d'auto-défenses se donnaient dans une chasse aux sorcières contre les partisans du Président Alassane Ouattara et empêchaient les habitants des autres quartiers environnants de traverser le village. Beaucoup n'appréciaient pas cette manière de faire les choses, car on se disait quel que soit la religion ou l'appartenance ethnique de quelqu'un, il s'agissait des Ivoiriens et que le pays est pour nous tous ».

L'entente entre les autorités coutumières dans le cadre de l'enlèvement des barrières et l'ouverture des voies de circulation au village ont été déterminant dans la gestion de cette violence postélectorale.

2- Les mécanismes de gestion de la cohésion post-conflit dans le village d'Abobo-Baoulé

Au sortir de la crise postélectorale de 2010, faute est de savoir que l'existence de méfiances entre les communautés et les sentiments de replis communautaires liés aux appartenances politiques, ethniques et religieuses sont toujours une réalité dans ces villages.

Cette partie va en droite ligne avec le processus de la réconciliation et de la cohésion sociale dans les villages Ebrié d'Abobo.

²Entretien réalisé avec un autochtone du village d'Abobo-Baoulé, le 16/8/2014 ; 10 :25



2-1- Les structures de cohésion sociale : vecteur de rapprochement social dans le village Abobo-Baoulé

Depuis septembre 2002, la Côte d'Ivoire a connu une crise politico-militaire qui a entraîné la partition du pays en deux blocs opposés à savoir « le camp loyaliste » et « le camp rebelle ». Des pourparlers de paix ont été engagés entre les protagonistes à Lomé au Togo en 2002, à Linas Marcoucis en France en 2003 et à Ouagadougou au Burkina-Faso en 2007 et se sont soldés par des signatures d'accord politique. Mais, ces accords de paix n'ont pas abouti à la tenue d'élection présidentielle consensuelle et apaisée. Au contraire, cette élection a débouché sur une crise armée ayant entraîné la mort de 3 248 personnes (Commission Nationale d'Enquête, 2011).

En effet, la crise post-électorale a exacerbé la fracture sociale car elle a mis aux prises plusieurs communautés qui vivaient déjà dans un climat de méfiance. Elle a réanimé les tensions intercommunautaires. Les différents affrontements interethniques dans l'ouest ont amené les communautés à se replier sur elles-mêmes et à mettre en place des groupes d'auto-défense pour assurer leur sécurité. L'intensité de ces violences et la destruction des biens (maisons, champs, magasins) ont poussé les populations de l'Ouest à se réfugier dans la forêt et au Libéria.

Dans un tel climat d'effritement du tissu social, la réconciliation nationale apparaît comme un processus incontournable devant permettre aux ivoiriens de revivre dans la concorde après cette crise post-électorale. Dans cette perspective, des actions sont menées au niveau formel par l'Etat et les ONG dans le cadre de la cohésion sociale en vue du rapprochement des communautés fortement éprouvées dont les villages Ebrié d'Abobo.

A travers ces actions, il était nécessaire d'associer tous les acteurs sociaux à la réconciliation, tels que les autorités administratives, communautaires ou religieuses.

Les autorités locales sont des acteurs incontournables pour la réussite de cette initiative de restauration du dialogue pour les raisons suivantes :

- Avec leur statut de représentant de l'Etat et de gardien de la tradition, elles donnent un crédit au projet en y participant ;
- L'implication des groupes antagonistes au projet est souvent conditionnée par le degré d'adhésion de leurs leaders à ce même projet. Par ailleurs, les autorités locales peuvent servir d'interface entre le projet et les communautés cibles ;
- les autorités locales peuvent aussi contribuer par leurs expériences personnelles au dénouement de certaines contingences qui pourraient survenir au cours du projet.

Un autochtone et membre du CDC rebondi sur la question : « En tout cas, avec l'intervention du PAPC et l'Organisation internationale des Migrations (OIM) dans le renforcement de la cohésion sociale dans le village d'Abobo-Baoulé, a fait qu'on a repris la vie timidement, car la crise a fait que des frères et des sœurs de même ethnie ne se comprenaient plus, ne se fréquentaient plus, cela était inquiétant, c'est pourquoi le PAPC était la bienvenu pour qu'on reprenne la vie d'ensemble ».

Ce discours nous fait comprendre comment les Programmes d'Assistance Post-Conflict (PAPC) a suscité la motivation de plus d'un à reprendre la vie d'ensemble de façon timide. Car la crise postélectorale de 2010 a fait que les amis, les propres frères se sont séparés à cause de leur appartenance politique.

Rappelons aussi que la collaboration de la chefferie villageoise a été cruciale dans la bonne organisation des activités dudit projet.

Selon un allochtone, membre du CDC : « Nous sommes dans un village où on ne peut rien faire sans passer par la chefferie, surtout dans un village Ebrié et particulièrement à Abobo-baoulé, tout est organisé. Tu ne peux pas organiser une activité sans passer par la chefferie, elle donne une autorisation d'abord avant de commencer et bon comme le PAPC était une structure nationale, la Chefferie a été très impliquée, elle nous a facilité les démarches, souvent quand il y avait des blocages, la chefferie nous venait en aide, elle nous aidait à débloquer certaines situations. En tout cas, elle a pris une part active pour le bon déroulement de nos activités ».

Dans ce discours, l'enquêté explique la participation de la chefferie traditionnelle dans la mise en œuvre de ces activités dans le village d'Abobo-Baoulé. Cette participation s'est manifestée par l'autorisation des activités sur le terrain et cela peut se traduire aussi par des aides apportées à des structures en cas de blocages de ces activités dans le village.

2-2- Le recours de l'arbre à palabre dans la gestion dans le village d'Abobo-Baoulé

a- Des problèmes d'appartenance ethnique et religieuse



Au sortir de la crise postélectorale, un certains nombres de problèmes ont été discutés sous l'arbre à palabre sous l'instigation des Comités de développement communautaire (CDC). Il s'agit, notamment des problèmes de religion.

Toujours selon J.L, Président du CDC : « Pendant la crise postélectorale, il y avait des problèmes de religion qui projetaient une image négative dans les interactions entre les communautés dans le village d'Abobo-Baoulé. Et pour cause, la mauvaise communication qui faisait croire à la communauté que c'était un conflit religieux. Toutes choses qui amenaient certaines communautés ethniques, se croyant supérieures, à bouder d'autres. Et c'est avec l'implication de PAPC dans le renforcement de la cohésion sociale que des solutions ont été trouvées au niveau de la cohésion sociale au sein de ce village dont le leitmotiv était de se fréquenter et de vivre ensemble, approuvé par tout le monde. Ensuite, on a même tenu la réunion au Palais de l'unité d'Abobo-Baoulé, tout s'est passé devant la chefferie, tout le monde était représenté, avec ça, je crois que maintenant on se fréquente. Il y a eu des activités (Nous nous fréquentons), aussi des concours de danses culturelles qui a vu la participation de plusieurs communautés dont des danses Guéré, Sénoufo, Lobi, pour dire qu'à partir de maintenant on est unit à jamais ».

Dans le présent discours, l'enquêté est revenir sur la mauvaise communication qui faisait croire aux populations que la crise postélectorale est un conflit ethnique et religieux. Selon lui, au sortir de cette crise, les activités du PAPC ont pris en compte le vocable sur le terrain en vue de sensibiliser les différentes communautés de réapprendre à vivre ensemble.

Dans le même contexte, le Professeur André.-PatientBokiba (2003), Université Marien Ngouabi de Brazzaville, dans son analyse sur la thématique « *Pour un investissement de la chefferie traditionnelle dans le traitement des conflits* », pense que le discours sur la tradition s'assimile souvent à l'évocation d'un âge d'or mythique ou la remise à flot d'un système anthropologique impropre à prendre en charge les affaires qui transcendent l'horizon du terroir. Il semble cependant, au regard des demi-réussites des procédures de prévention ou de règlement des conflits dans nos États, que l'idée du recours à la palabre et à l'autorité traditionnelle ne manque pas de pertinence, d'autant que, malgré sa mise en veilleuse par l'autorité coloniale et l'administration des États indépendants, la chefferie traditionnelle intervient dans les affaires opposant des individus avec une efficacité d'un consensus reconnu et assumé. Cette réflexion se propose : de rappeler les fondements et les pouvoirs de la chefferie traditionnelle, en tant que structure de gestion et de stabilisation politique de la communauté et d'examiner ses conditions organiques et politiques d'exploitation dans les conflits de nos États modernes. Une des dominantes de l'histoire de l'Afrique post-coloniale, c'est la kyrielle de violents conflits de conquête ou de conservation du pouvoir politique qui ont ébranlé certains États et mis à mal l'idéal de développement durable et du « vivre ensemble » des préambules de maintes constitutions.

b- Des problèmes d'appartenance politique

Les grands problèmes débattus sous l'arbre à palabre, c'était une manière de décrier certains comportements politiques qui ont failli mettre le village en péril pendant la crise postélectorale de 2010.

Le Président des jeunes d'Abobo-Baoulé donne ses explications :

« Cela veut dire, que les hommes politiques nous confiaient la politique vaine, les leaders politiques n'arrivaient pas à dire la vérité à leur population et celle-ci étant naïve, les suivait ; toutes choses qui ont fait que dans le temps, le Dioula ne pouvait plus manger chez les Ebrié, les Baoulé et ils étaient presque en chiens de faïences et s'insultaient. C'est pourquoi, à la recherche de la reconstruction du tissu social dans ce village, les grandes décisions qui ont été prises sous l'arbre à palabre avec la participation de la chefferie et de plusieurs leaders communautaires et religieux, ont concerné plusieurs problèmes. Tout d'abord, même si on sait qu'au sortir de cette crise certains ont du mal à avaler la pilule, il est mieux de se pardonner, de s'entraider, de se comprendre, de revivre ensemble comme nous le faisons ici dans le passé avec nos grands-parents ».

A travers ce discours, l'enquêté pense que ce sont les politiques qui sont à la base des conflits entre les différentes communautés du village. Car ils se sont servis de la naïveté des populations, en faisant croire que c'était une guerre ethnique et religieuse pour diviser les populations au seul besoin d'assouvir à leur intérêt personnel. Toutefois, il est d'accord que la fracture sociale persiste mais qu'il serait mieux que les différents protagonistes de la crise passée se pardonnent et que les uns et les autres acceptent de se donner une autre chance de revivre ensemble.

c- Les efforts du CDC auprès de la chefferie traditionnelle pour interdire la politique au Palais de l'unité d'Abobo-Baoulé

Dans le cadre de la politique gouvernementale en vue de la reconstruction du lien social dans les villages Ebrié d'Abobo, l'une des actions des autorités locales et des partenaires techniques et financiers était



la mise en place du CDC en vue de propulser le dialogue entre les chefs de communautés ethniques, dont l'extase collective était l'interdiction de la politique au Palais de l'Unité du village.

Selon le Président du CDC :

« Il faut accepter qu'à partir d'aujourd'hui, à Abobo-Baoulé il n'est plus question de faire de la politique au niveau du Palais de justice. Si tu veux célébrer ton mariage tu peux le faire, mais la politique, nous ne voulons plus jamais, ceux qui veulent le faire doivent le faire de façon propre. C'est à dire, tu choisis un lieu pour aller faire ta politique, mais plus jamais, on ne vient plus insulter un candidat. En effet, sur la question nous avons fait une sortie avec USAID dans la commune d'Abobo dans le cadre de la bonne gouvernance. Il s'agissait à travers cette sortie de sensibiliser la population que la politique, ce n'est pas la haine, mais quelque chose de l'extérieur et après vous exercez votre fraternité. Cette fraternité repose sur des actions de solidarité et d'entraide en cas de problème dans la famille frère. On a même convoqué tous les candidats à Abobo Baoulé pour leur dire que maintenant, nous ne voulons plus le versement de sang. Celui qui veut faire la politique, peut le faire sans insulter son prochain ».

Quand on parle de la démocratie en période électorale, chaque citoyen quelle que soit son ethnie ou sa religion est libre de donner sa voix à qui il veut. Et cela ne doit en aucun cas être un sujet de dénigrement et de rejet entre les communautés. C'est ce que l'enquêté veut nous faire savoir au cours de la sensibilisation qu'ils ont eu à véhiculer lors de leurs séries d'activités pour le compte des Comités de Développement Communautaire (CDC) du village.

d- La mise en place des Activités Génératrices de Revenus (AGR)

Elles sont caractérisées par le fait qu'il s'agit d'activités de complément dont la rentabilité est difficile à établir. Ce sont des activités permettant de générer de l'argent immédiat ou que l'on qualifie également de « Target Oriented » visant à satisfaire ponctuellement un besoin financier.

Pour le Président du CDC, J.L. :

« Il faut le rappeler, que par rapport à toutes ces activités, le PAPC a donné les moyens pour mener à bien certaines manifestations et à la fin de ses manifestations, comme on ne pouvait pas rester comme ça, on a demandé s'il pouvait fournir au village une activité génératrice de revenu. Face à cette demande, nous avons eu un peu de moyens par le PAPC afin d'entamer certaines activités dans ce domaine. Nos activités reposent toujours sur l'entente entre les communautés, le vivre ensemble, permettre aux communautés d'Abobo-Baoulé de se fréquenter et de s'encourager, car bientôt nous allons rentrer en 2015, une date importante pour la Côte d'Ivoire, car elle permettra l'organisation des élections transparentes et crédibles sur toute l'étendue du territoire national. Pour ne pas vivre comme celle de 2010, cette élection se veut un processus de paix et de réconciliation. En effet, plusieurs propositions étaient au menu concernant cette activité, notamment la vente d'Attiéké », comme il s'agit d'un village Ebrié, ou la vente du mil dans le besoin de la fermentation du « Chapalo », puisqu'il y a certaines communautés qui pratiquent cette activité, comme par exemple des Lobi. C'est après une séance de travail, qu'il a été constaté que les besoins d'approvisionnement du Manioc est très difficile actuellement et que ce n'est pas tout le monde qui consomme le « Tchapalo ». C'est à cet effet qu'à l'unanimité, la vente du charbon a été choisie comme une activité appropriée à cette activité régénératrice de revenu, convenable à toutes les communautés du village. Etant une initiative à titre communautaire, la procédure de vente du charbon s'effectue sous forme de crédit et les bénéficiaires, après un maximum de temps accordé à la vente seront tenus à rembourser leur dette ».

Il ne s'agit pas d'une source de revenu principal mais plutôt d'un complément pour des personnes en situation précaire (le cas des jeunes à risque). Ces activités sont le plus souvent lancées de manière informelle et nécessitent peu de financement au démarrage. Dans le cadre de ce projet, ces activités sont essentiellement des activités de commerce (vente au sein de la communauté ou sur les marchés), des activités de micro-service ou de commerce de détail qui sont complémentaires, temporaires ou saisonnières. Les AGR sont dépourvues de statut légal même si elles paient parfois des taxes commerciales. Les barrières à l'entrée des AGR sont très faibles. Les AGR n'ont pas besoin de capital ni de local. La force de travail et un petit fonds de roulement de départ suffisent. Leurs potentiels d'évolution sont très faibles ou inexistant et leurs activités sont généralement féminines. Pour caractériser les AGR, Marc Penouil (1990) parle lui d'« informel de subsistance » correspondant à l'ensemble des petits métiers n'impliquant pas de capital.

3- L'impact des activités de sensibilisation sur le processus de la cohésion sociale dans les villages d'Abobo-Baoulé

En effet, même s'il y a de quoi à s'inquiéter, certains enquêtés sont remplis d'espoir sur le processus de renforcement de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale dans les villages Ebrié d'Abobo.

M.A, un autre membre du CDC donne des explications :



« Aujourd'hui comme nous sommes une communauté, ce n'est pas tout le monde qui est informé ou tout le monde qui vit la chose, sinon aujourd'hui, vous pouvez aller dans une cour Ebrié à Abobo-Baoulé pour poser n'importe quelle question, ils vont vous répondre sans vous chasser comme se faisait auparavant, où il y avait de la haine entre les communautés ethniques à cause de leur appartenance politique et religieuse. Car on leur avait inculqué cette pratique. Donc grâce à l'intervention du CDC d'Abobo-Baoulé appuyé par le PAPC à travers des réunions de sensibilisation, les rapports interethniques se sont améliorés ».

Dans ce discours l'enquêté veut attirer notre attention l'impact des activités de sensibilisation sur le processus de la cohésion sociale dans le village. Il pense que ces activités ont porté fruit même si beaucoup plus d'un pense encore le contraire aujourd'hui.

3-1- Les communautés villageoises fréquentent

Pour J.L, le Président du CDC, après les interventions de sa structure dans le cadre de la sensibilisation auprès des communautés ethniques des villages Ebrié d'Abobo, les gens commencent à se fréquenter maintenant.

« Moi personnellement, selon ce que j'ai vécu et selon ce que je constate, après la crise et les activités qu'on a mené dans le cadre de la cohésion sociale, jusqu'aujourd'hui, il n'y a plus de problème. On se fréquente, aussi bien que moi je peux me lever pour aller à l'autre bout du village, or dans le temps, tout juste après la crise ce n'était pas le cas, surtout quand vous n'êtes pas du même bord politique, tu ne peux pas sortir. Tu es dans ton quartier, tu ne peux pas sortir, vous êtes entre amis c'est-à-dire les membres d'un même parti. Aujourd'hui, on se fréquente, il n'y a pas de problème. Pendant la crise postélectorale de 2010, le problème avait dépassé le cadre d'Abobo-Baoulé, c'est pourquoi en situant le problème, on l'avait nommé un triangle, Abobo-baoulé, Abobo-Té et Kennedy. C'est toujours les trois quartiers-là qui étaient en mouvement. Mais aujourd'hui avec le PAPC et la cohésion sociale, je peux me lever, je vais à Clouetcha, si j'ai des amis là-bas, jusqu'à certaines heures même. Ceux-ci viennent m'accompagner. C'est vraiment le bien fondé des activités du PAPC sur la cohésion sociale. »

Au sortir de la crise postélectorale de 2010, les gens par peur de vengeance avaient du mal d'aller fréquenter les frères, les amis dans d'autres quartiers voisins, mais aujourd'hui cela n'a été qu'un mauvais souvenir. La question qui reste posée est de savoir si cette possibilité de fréquentation des amis ou des frères dans les quartiers autres fois interdits d'accès traduit-elle autant un minimum de confiance et de la cohésion sociale entre les communautés.

3-2- L'organisation des journées de nettoyage semestriel avec la participation de toutes les communautés du village d'Abobo-Baoulé

Selon A.K, un membre du CDC, les activités du CDC ont eu des impacts sur le rétablissement de la cohésion sociale dans le village d'Abobo-Baoulé.

« En effet, cela est clair aujourd'hui qu'à Abobo-Baoulé, il y a des règlements du village qui interdisent la politique au niveau du Palais de la justice, elle est devenue une pratique de dehors et une fois arrivée au village elle est bannie. C'est pourquoi aujourd'hui avec la participation de toutes les communautés d'Abobo-Baoulé sans exception, des journées de nettoyage sont organisées à l'intention de tout le village, une réponse au renforcement de la cohésion sociale dans ce village. Ce geste est le résultat de la traditionnelle réunion tenue par le PAPC à l'attention de toutes les communautés ethniques pour booster le développement du village, gage de la cohésion sociale. En tout cas, beaucoup ont été fait en termes de renforcement de la cohésion sociale dans ce village même si l'on doute parfois de la vraie sincérité de certains quant à leur opinion sur ses activités de la cohésion sociale. Au niveau de la cohésion sociale, il n'y a plus de problème, les gens s'entendent, se fréquentent, on a même fait des séances de travail « Nous nous fréquentons » pour tout le monde. Les musulmans reçoivent les Chrétiens ainsi de suite, on a fait ça entre toutes les communautés ».

Au cours de leurs activités de courte durée, les membres du CDC ont eu à faire des sensibilisations en vue de permettre aux populations d'avoir la confiance aux autorités locales et de réapprendre à vivre ensemble. Parmi ces activités, il faut noter l'interdiction de la politique au niveau du Palais de l'Unité du village, l'organisation des journées de nettoyage du village avec la participation de toutes les communautés du village sans exception. Aujourd'hui, est-ce cela pourra tout de même instaurer la confiance entre les communautés ethniques et surtout les adversaires politiques, quand on sait que certains continuent de réclamer la réconciliation, la vraie entre les communautés.



4- Les changements de comportement intervenus dans le village d'Anonkoua Kouté pendant la crise postélectorale de 2010

1- Le rôle de la chefferie dans la reconstruction de la cohésion sociale dans le village d'Anonkoua-Kouté

En plus d'être le relais entre les structures gouvernementales et les communautés villageoises dans le cadre du rétablissement de la cohésion sociale, la chefferie villageoise avait déjà posé un grand pas dans les négociations pour que les populations exilées reviennent. Et le chef ne s'est pas arrêté là, il a créé un Comité de sage et ce comité de sage est constitué de chefs de communautés, de chefs religieux, toute chose qui n'existait pas avant.

1-1- L'instauration du Comité de Sage et de Paix, affiliée à la Chefferie traditionnelle

Le Comité de sage et de Paix a été mise en place pour jouer le rôle d'interface entre la chefferie et la population.

Un notable du village donne ses explications :

« Et lors de la création de ce Comité, les différentes communautés à tour de rôle ont désigné leur représentant pour la formation de cette structure dans le village. Ce comité de sage participe à toutes réunions de la chefferie et aujourd'hui, c'est déjà un premier cercle qui est là. Si aujourd'hui, il y a quelque chose qui se passe dans un quartier, le chef central appelle le chef de ce quartier là-bas pour lui demander, qu'est-ce ne va pas dans son quartier là-bas. Et quand il y a une réunion où on doit recevoir une autorité au niveau du village, le chef central appelle tout le monde, et quand il y a les réunions au niveau de la chefferie centrale, de temps en temps, on convoque les différents chefs. C'est vrai qu'ils ne sont pas notables dans le village et ne sont pas Ebrié, mais ils font partie du grand cercle de chefferie. Donc il y a un conseil qui se tient désormais pour pouvoir permettre d'apprécier quelques événements et autres ».

MANGA BELL (2003), Chef traditionnel pense que dans la communauté traditionnelle, le chef traditionnel est toute personne qui, investi des pouvoirs ancestraux, c'est le guide, leresponsable, le leader, le garant de l'autorité morale, politique, sécuritaire, judiciaire, administratif, économique et social, bref, l'âme de son peuple.

Il est l'autorité suprême du peuple. Son siège n'est pas électif mais plutôt héréditaire ; c'est pourquoi ses pouvoirs sont enracinés dans la société. Il connaît ses sujets qui lui doivent le respect.

Le chef traditionnel travaille en étroite collaboration avec la base représentée par l'ensemble des notables : c'est le conseil de chefferie, corps qui se veut exécutif, législatif après la prise en compte des aspirations du peuple consultatif et souverain. Par ailleurs, le chef procédait à la gestion collective des terres qui appartenaient à toute la collectivité ; étant donné que le groupe a la prééminence sur les individus. Il maintient l'esprit d'équité basé sur les usages et les coutumes. Tout litige se résolvait à travers des débats publics. Ainsi donc, cette gestion collective et démocratique de la collectivité garantissait la paix et la cohésion sociale et prévenait toute velléité de conflit.

Le conseil de chefferie se tenait suivant un calendrier préétabli et un ordre du jour précis, avec différentes rubriques (litiges fonciers, affaire de vol, adultère, etc.). Les débats étaient publics. C'est une gestion collective et démocrate qui de la cité, garantissait la paix et la cohésion sociale, et prévenant toute velléité de conflit.

Pour Monique (2003), la chefferie traditionnelle, institution d'organisation sociale et politique constituait une réalité sociologique dans les sociétés précoloniales du sud Gabon. Le village représentait l'unité de base, la première cellule politique au sein de laquelle s'exerçait l'autorité. Cette autorité était détenue par les chefs propriétaires des terres claniques et lignagères. Sur leurs terres, ces chefs jouissaient d'une autonomie certaine. Ils ne se réunissaient que pour le règlement d'un conflit opposant les clans entre eux ou pour décider de la guerre ou de la paix avec les peuples voisins.

Pour Albert (2003), Chef religieux, du latin populaire capum ou du latin classique caput, le mot chef se traduit dans la langue nationale centrafricaine par mokonzi, gbia, kota, zo. Il désigne, en accord avec les définitions du dictionnaire, la personne qui a la tête d'un corps constitué (mokonzi), qui a le premier rang (kota zo), qui incarne l'autorité (gbia, souverain, président). En d'autres termes c'est celui qui commande, qui dirige, qui est investi d'une autorité. Pour s'en tenir à la tradition, on rencontre le chef coutumier, le chef de tribu qui dirige une communauté ou une tribu, le chef de terre, le dépositaire coutumier des terres héritées des ancêtres et responsables de leur gestion. Soit dit en passant de la tradition au système moderne, on parle de chef de quartier, le village et de chef de canton, soit un auxiliaire de l'administration dans une subdivision d'une localité : bref un fonctionnaire à la tête d'un service, d'une division administrative.



1-2- La participation du CDC dans cette reconstruction de la cohésion sociale à Anonkoua-Kouté

Au sortir de la crise postélectorale de 2010, la jeunesse d'Abobo-Anonkoua a joué un rôle important dans le cadre du rétablissement de la cohésion sociale entre les différentes communautés du village. Le tissu social tant déchiré par les conflits interethniques et interreligieux, donc il y avait une certaine méfiance.

Pour le Président des jeunes du quartier d'Anonkoua SODECI :

« Donc nous, en tant que jeune, je suis le président des jeunes d'Anonkoua Sodéci (UJAS), donc tous les leaders de petits quartiers qui sont aux alentours d'Anonkoua, je veux parler d'Anonkoua Marahoué, Anonkoua Sodéci, Anonkoua III, Anonkoua II, et puis le quartier Adjamé qui vient de s'ajouter. Donc tous ces quartiers-là, les leaders se sont réunis, donc nous nous sommes réunis et on a formé une plate-forme pour la cohésion sociale au niveau d'Anonkoua. Et c'est en formant cette plate-forme là que le PAPC est arrivé.

Et avant cela, nous on n'était parti déjà voir le chef du village qui était déterminé pour le retour de la paix au village. Il avait des FRCI qui étaient déjà installés au village après la crise, ils étaient installés à l'hôpital, à la chefferie, en tout cas dans beaucoup de coins. C'était difficile pour que les autres reviennent, parce que quand tu reviens ils vont te dire lui-là il faisait barrage avant, pour dire qu'avant lui-là était dedans. Tout temps, il y avait des problèmes avec les FRCI. Et le chef, lui, il voulait que les jeunes, la population puisse revenir. Donc, c'est dans ce sens-là, nous en tant que jeunes, on a formé cette plate-forme. On est parti voir la chefferie pour dire qu'on a une plate-forme qui regroupe tous les jeunes du quartier, pour trouver un endroit, un terrain pour parler de ce qu'ils ont vécu ».

Dans ce discours, l'enquêté donne des éclaircissements sur les efforts de la jeunesse accompagnée par la chefferie traditionnelle pour le retour de la paix dans le village d'Anonkoua Kouté. Car au sortir de la crise postélectorale de 2010, plusieurs locaux du village étaient occupés par les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), notamment le siège de la chefferie traditionnelle, à l'hôpital et d'autres locaux. Ces efforts ont été sanctionnés par la libération des différents locaux occupés autres fois par les FRCI. Mais malgré tout, beaucoup reste à faire dans le cadre de la paix et de la réconciliation nationale, notamment le retour des exilés et des précautions pour une éventuelle représailles à leur rencontre, l'indemnisation des victimes de guerre etc.

Ainsi, AFFESSI Affessi (2008), dans son thème intitulé « Contribution du programme national de redéploiement de l'Administration au processus de cohésion sociale », tente à travers son programme de redéploiement de l'administration (PNRA), composante cohésion sociale, de prôner la tolérance et d'amener agent de l'Etat redéployés et population des zones CNO (Centre, Nord, Ouest) à s'entendre, s'unir, s'intégrer.

Selon lui, il s'agissait d'une part, à travers le programme, de développer une solidarité et d'apporter assistance aux populations en vue de réduire la pauvreté dans ces zones. En guise de résultat à sa préoccupation principale à laquelle il a tenté de répondre au cours de cette étude, notamment à la question quels sont les facteurs liés au programme de redéploiement de l'administration qui ont significativement influencés le renforcement de la cohésion sociale post-crise.

Les résultats de l'étude indiquent trois grands facteurs contenus dans le programme de redéploiement participent activement au renforcement de la cohésion sociale post-crise.

Le premier élément est constitué par la satisfaction de certains besoins matériels et sociaux. De ses besoins matériels et sociaux, l'on retient principalement la garantie des salaires et le paiement des primes de redéploiement, la réhabilitation des édifices publiques, et enfin l'accès des populations aux services de santé et de l'éducation.

La deuxième catégorie de facteur provient de l'importance de la prise en compte du facteur humain. Il s'agit d'une part d'une approche de proximité et personnalisée des populations cibles à travers non seulement la sensibilisation et la formation mais également par l'assistance psychologique. Cette approche qualifiée d'humaniste renferme toute la considération et l'estime qui s'attachent au programme de redéploiement de l'administration et qui sont accordées aux populations concernées.

D'autre part, les conditions sécuritaires qui ne sont pas satisfaisantes constituent un véritable facteur d'effritement de la cohésion sociale. La création de conditions sécuritaires dans les zones de redéploiement mérite d'être entreprise de toute urgence pour consolider la cohésion sociale.

La troisième catégorie de facteur lié au programme de redéploiement de l'administration influençant positivement la cohésion sociale concerne le renforcement de la compréhension et l'adhésion aux valeurs citoyennes. Les résultats de l'étude montrent que la prise de conscience de l'appartenance à une même patrie, de la sauvegarde de celle-ci et de son unité constitue un facteur de consolidation de la cohésion



sociale.

1-3- Le CDC face à la cohésion intercommunautaire et inter-quartier dans la commune d'Abobo

Conscients des enjeux de la cohésion sociale et la paix au sortir de la crise au village d'Anonkoua Kouté et dans la commune d'Abobo ; et conscients que les élections en générale en Côte d'Ivoire et particulièrement dans la commune d'Abobo étaient sources de conflits entre les différents partis politiques, les jeunes dudit village se sont intéressés à la question. Celui de l'intensification de leurs activités dans le milieu politique. Le Président des jeunes d'Anonkoua Kouté, T.D donne ses raisons :

« Quand on a vu que nos actions étaient limitées dans nos différents quartiers, donc un jour lorsqu'on a été invité par la Radio Arc-en-ciel d'Abobo et au retour de la radio, j'ai appelé les autres pour leur dire : bon comme on mène des activités dans le village, c'est vrai que la cohésion commence à revenir dans notre cité, mais et les autres villages et quartiers d'Abobo. C'est-à-dire que je suis dans la cohésion quand je suis à la Sodeci et si je sors de là, j'arrive au dépôt je vois que les communautés ne s'entendent pas, qu'est-ce que je fais ? C'est vrai aussi que la propreté peut commencer chez soi à la maison, mais après, il faut aussi balayer au dehors, dans les quartiers, les rues et autres et ensuite vous pourrez avoir la propreté ».

Dans l'analyse du discours de cet enquêté, nous pouvons retenir qu'au sortir de la crise postélectorale de 2010, c'est vrai que l'enjeu de la paix et de la cohésion sociale était important dans le village d'Anonkoua Kouté, mais qu'il fallait aussi intensifier ce processus dans les autres quartiers voisins du village. Donc la cohésion intercommunautaire villageoise va de pair avec la cohésion inter-quartiers pour le retour de la paix dans la commune d'Abobo.

1-4- Le CDC d'Anonkoua Kouté prône la non-violence lors des élections en Côte d'Ivoire

En dehors de leur activité au niveau du village d'Anonkoua Kouté, la jeunesse du village s'est engagée pour les violences qui sont devenues monnaies courantes lors des élections présidentielles ou municipales. Conscient que ces élections étaient sources de violences en Côte d'Ivoire, précisément dans la commune d'Abobo, c'est pourquoi, ils se sont engagés dans le domaine avec l'appui des partenaires financiers et techniques.

Toujours dans l'explication du Président des jeunes d'Anonkoua Kouté :

« Et on a formé une plate-forme, et on a reçu en Côte d'Ivoire le Vice-président de OTIA au niveau de l'Afrique, il travaille avec USAID à travers AECOM. Dans leur projet qu'on appelle « CITI1 » (Côte d'Ivoire transition initiative). On a reçu le président de l'organisation à Anonkoua ici, on lui ait fait part des activités que nous voulons mener dans le village. C'était à la veille des activités municipales au niveau d'Abobo. Car, on a constaté que pendant les législatives, malgré que le FPI n'était pas partant, pour les élections, c'est-à-dire le FPI n'avait même pas présenté un candidat, mais il y a eu des violences et il y a eu des morts et même des blessés. Je me rappelle que Konan Kouadio Bertin dit KKB a été tabassé, je me rappelle aussi que les élections avaient été annulées dans d'autres localités, donc c'est un constat qu'on a fait. On a vu même qu'à Abobo ici, il y a eu des affrontements, mais ce n'est pas allé trop loin. On voudrait que désormais à Abobo, lors des Municipalités qu'il y ait zéro blessé pendant les élections municipales. Il nous ait demandé ce qu'on veut faire. On leur ait dit qu'on veut des financements. C'est dans cette circonstance qu'on a monté notre projet et fait parvenir aux Etats Unis. C'est moi qui est signé le projet, puisque c'est vrai qu'il existait mais ne l'était pas de manière officielle. Seul le CDC était officiel, puisqu'on a notre statut et règlement. Donc on a été déclaré à la sous-préfecture, mais pour la plate-forme, on n'a pas les statuts, c'est pourquoi on avait besoin d'un président du CDC pour signer et puis j'ai piloté l'activité. Et on a eu 10 personnes par CDC, donc ce qui revient à 40 personnes qui ont suivi la formation dans ce sens à Abobo-Baoulé. Le montant de financement s'élevait à hauteur de 8 millions de F par USAID. Donc il fallait payer les transports, la salle, et les Consultants, les gens qui venaient assurer la formation, il fallait donner des primes aux consultants, il fallait aussi organiser des conférences de presse post-électorales et pré-électorales aussi pour dire ce qu'on voulait faire. Donc quel était le but de ce projet, c'était de sensibiliser non seulement la population, mais aussi les quartiers environnants ».

Dans l'espace politique ivoirien, c'est n'est plus un secret de polichinelle que les élections en générale sont à la base de la fracture sociale qui mine notre société. Toute chose qui a amené cet enquêtés de mettre en œuvre des différentes activités qui ont été conduites dans ce sens par la jeunesse d'Anonkoua Kouté regroupée au sein du Comité de développement communautaire.

Pour le Président du CDC du village d'Anonkoua Kouté, T.D :

« Avant même les élections électorales de 2015, on a organisé une table ronde où tous les candidats à qui les courriers ont été adressés étaient représentés lors de la cérémonie. On leur ait dit qu'en Côte



d'Ivoire, il y a un Code de bonne conduite qui existe. Ce code a été signé depuis 2008 par tous les partis politiques en Côte d'Ivoire. Sur le code, il y a la signature de Laurent Gbagbo, d'Alassane Ouattara, de Henry Konan Bedié, de Mabri Toikeuse, eux tous. Pourquoi ces personnes-là n'ont pas pu respecter leur propre signature et puis on a vécu la crise de 2010 ? »

Dans ce récit, l'enquêté revient sur les enjeux des élections et leur conséquence sur le lien social en Côte d'Ivoire. Selon lui, les codes de bonne conduite élaborés par l'ensemble de la classe politique bien avant l'année 2008, ont été foulés au pied lors des échéances de 2010, d'où l'éclatement des conflits avec son corolaire les divisions ethniques et la fracture sociale.

« Aujourd'hui c'est la population qui doit prendre conscience pour dire qu'il y a un code de conduite qui a été signé et que ceux-là sont en train de jouer avec notre esprit. Donc ils nous ont utilisés pour qu'on s'affronte, donc il fallait qu'on mette les politiciens devant leur responsabilité. M. Wagué était là-bas, il a représenté le Maire, Adama Tounkara, qui était candidat pour les municipalités. Et après on a fait le tour de tous les QG pour informer, puisque dans le code de bonne conduite il y a beaucoup de points : Faut pas retirer les affiches de tes amis, il ne faut pas déchirer l'affiche des autres, il ne faut pas tenir les discours de haines, il ne faut pas faire des injures à l'encontre d'un candidat lors des meetings, ce n'est pas possible. Nous on les suivait autour de leur meeting ça m'a plu parce qu'on nous avait donné tous les moyens. On avait en tout cas les unités, donc à chaque fois qu'il y avait meeting d'un candidat, on envoie au moins deux personnes pour aller assister. Et chaque fois que les gens faisaient des cortèges autour des quartiers, on les suivait de très près. Et chaque fois on faisait les rapports et moi je recevais tous les rapports et une fois que quelqu'un a débordé, le lendemain on se retrouve au QG pour dire ce qui s'est passé. Et nous leur avons dit de ne prononcer aucun résultat avant la CEI, vous voyez qu'Abobo ici, les résultats ont fait cinq jours sans être donné. Ce qui était un peu le problème d'Abobo avant. Dans les coulisses on disait que c'est Meité qui a gagné, c'est Adama Tounkara qui a gagné. Mais personne n'a donné le résultat et aucun QG n'a manifesté, avant que la CEI ne le donne cinq jours après. Et si avant les résultats de la CEI une partie réclamait la victoire et après se rendre compte qu'il avait perdu, ça allait envoyer des gens de manifester dans la rue ».

Conscient que les élections sont un problème en Côte d'Ivoire, à travers ce récit, l'enquêté explique la place que la jeunesse d'Anonkoua Kouté a joué lors des échéances électorales de 2015 dans la commune d'Abobo. Cette jeunesse a participé auprès de la CEI de véhiculer sur le terrain la culture de la non-violence en se basant sur les codes de bonne conduite signés par tous les partis politiques en 2008.

« C'était un peu le problème d'Abobo avant, dans les temps, où on n'a même pas fini d'abord, on annonce que Madame Gbagbo a gagné alors qu'on n'avait pas fait le dépouillement dans tous les bureaux de vote et comment elle a gagné. Donc, laisse la CEI fait les choses, c'est son travail, et il y a les agents de la CEI partout. Ils doivent mettre tous les résultats ensemble avant de donner tous ensemble, c'est ça. Maintenant aujourd'hui, peut-être ce qu'on souhaite au niveau de la plate-forme, et genre sous une forme de monotonie, c'est ce qu'on faisait. Ce n'est pas de monotonie en tant que telle, parce que le jour des élections nous on est parti pour voir si tout se passe bien. Mais on n'avait pas un mandat de la CEI pour le faire. Mais c'est en tant que CDC qu'on le faisait. Ce n'est pas de la monotonie, c'est la CEI qui donne seulement les accréditations. Donc on a dressé les courriers à la CEI, on ne nous a pas répondu. Plusieurs fois, on s'est rendu, là-bas, et on n'a pas reçu ».

Poursuivant, ce même enquêté fait une comparaison sur les réalités du processus électoral dans le passé qui était en déphasage totale avec celui de 2015. En faisant référence au FPI, il dit qu'il y a eu des élections où le même jour certaines candidates se sont proclamées vainqueur, bien avant la fin du dépouillement, c'est-à-dire, sans attendre au préalable les résultats de la CEI. Toute chose qui a envoyé des violences postélectorales dans la commune d'Abobo.

« Donc aujourd'hui, s'il y a un projet à faire, ce sont ces genres d'activités, nous sommes amenés à faire ces genres d'activités pour que la paix soit une réalité au niveau de la commune d'Abobo. Et partant de là, Abobo est reconnu pour la guerre quand on dit Abobo la guerre, en tout cas, les gens prennent maintenant exemple sur Abobo. A Abobo, on ne déchire même pas l'affiche des candidats. On a même suivi un meeting entre les candidats Adama Tounkara et Meité, côte à côte dans le même quartier, au niveau du marché d'Avocatier, ça nous a plu. On a même écrit ça dans nos rapports que c'est un exemple à suivre. Mais qu'il faut aller au-delà, à s'asseoir, à venir faire un meeting sur le même podium. A tour de rôle, les candidats passent pour donner leur programme. Et la population est là, on les écoute, on applaudit, et là, il ne peut même pas insulter l'autre, il va droit au but, qu'est-ce que tu peux faire pour que la population sort de l'ornière. Tous les militants, ils sont là et ils rient parce que la différence, c'est dans les urnes que ça se passe, quand je rentre là, je vote qui je veux et à part ça on est des frères. Donc on peut s'arrêter ensemble, toi tu portes le tee-shirt d'un candidat et l'autre peut porter pour un ».



autre, et puis on est là en meeting et on appelle un à un chaque candidat pour son discours. C'est comme au football, quand les joueurs d'Africa rentrent sur le terrain, qu'on applaudit, et même les jeunes d'Asec, mais quand on va marquer le but, c'est ça la différence. Et il est l'heure on les salue, et on leur dit vous avez gagné et prochainement, on vous gagne ».

Dans le présent récit, l'enquêté donne les bonnes pratiques que les différents candidats et leurs militants doivent se soumettre pour éviter les violences électorales lors des échéances électorales.

2- L'apport du Programme d'Assistance Post-conflit (PAPC) dans le processus de reconstruction de la cohésion sociale à Anonkoua Kouté

Le Programme d'Assistance Post Conflit (PAPC) est l'un des programmes du Gouvernement qui se focalise sur la réintégration économique et la réhabilitation communautaire pour les personnes affectées par le conflit postélectoral.

Le Président des jeunes du village, T.D donne ses raisons :

« Il faut dire que le PAPC est venu à temps. Mais avant même que n'arrive le PAPC, ou la mise en place Comité de Développement Communautaire (CDC) au village, le chef du village en tant que le premier responsable, nous sommes partis vers lui en l'expliquant que nous avons déjà mise en place une plate-forme des jeunes du village. C'est dans ce sens-là que le chef nous ait confié ce projet. Nous qui avons formé la plate-forme, on n'avait pas les moyens, donc quand ils sont arrivés avec toutes les formations qu'on a reçues, en tout cas, tout d'abord, j'apprécie ce projet, car nous on voulait travailler de façon bénévole ou de manière formelle au développement et au renforcement de la cohésion sociale au village. Donc, avec leur appui, avec leur formation, ça nous ait beaucoup aidé ».

A travers ce récit, l'enquêté tente de saluer l'arrivée du PAPC dans le village qui non seulement permis de les former mais aussi, à travers les activités de sensibilisation sur le terrain ont permis aux populations de se parler même s'il reste beaucoup à faire dans le cadre du processus de la réconciliation et de la cohésion sociale. Il a salué aussi l'implication de la chefferie traditionnelle qui a eu confiance en eux, en acceptant de leur confier le projet.

2-1- Les activités de mobilisation de masses

Dans le cadre de la recherche de la paix et la cohésion sociale dans le village d'Anonkoua Kouté, certaines activités ont été menées par les Comités de Développement Communautaire (CDC) sous l'instigation des autorités locales et ses partenaires (USAID, Union Européenne, OIM).

Pour le Président du CDC d'Anonkoua Kouté, T.D. :

« En effet, des activités de sensibilisation ont été organisées, notamment les tournois de Maracana, où tous les quartiers d'Anonkoua étaient représentés. Donc chaque quartier a envoyé une équipe et on a commencé à jouer les matchs dans chaque quartier, donc à chaque fois, si on va jouer un match dans un quartier, on mobilise la population et on fait passer le message de paix et de la cohésion sociale. Donc chez nous, il fallait organiser quelque chose comme ça, un évènement plus simple. Surtout que le football est un facteur de rapprochement, même les femmes quand il y avait football, elles oublient que la sauce est sur le feu et beaucoup sont passionnées par le foot, donc il fallait passer par ça. Et après on a fait aussi d'autres activités qui ont été financées par le PAPC, on a pu toucher des personnes et on les ait donné la parole pour qu'ils puissent s'exprimer et à travers ça, on a pu connaître les préoccupations les uns et des autres.

Avec ce projet, on a fait ce qu'on appelle le diagnostic participatif, où chacun venait dire d'après lui, qu'est-ce qui a causé cette crise-là, ou bien pourquoi la crise a été tellement violente dans notre société alors qu'elle ne l'a pas été dans d'autres communautés. »

Pour impulser un dialogue démocratique, le Programme d'Assistance Post-Conflit à travers le Comité de développement communautaire a initié des actions socio-culturelles dans le village d'Anonkoua Kouté. Ces actions se sont manifestées par des activités de sensibilisation sur les causes et les manifestations des crises sociopolitiques, ainsi que les activités qui ont trait à des manifestations de masses, telles que les compétitions de football inter-équipes entre les différentes équipes de la Commune d'Abobo, afin de permettre le rapprochement entre les communautés ethniques jeunes.

Toujours selon ses explications, le Président du CDC pense :

« En effet, il ressort de ces analyses que la plupart des jeunes ne font rien et comme c'est une petite communauté, on est là et chacun essaye de voler de ses propres ailes ou il peut être à la solde des gens, il court, il peut s'en donner à des activités qui ne sont pas forcément lucratives, mais qui peuvent leur apporter de l'argent. Souvent, il y a certaines choses qu'on voit et qu'on pense que la cohésion sociale n'est pas bien établie, même aux Etats Unis, les chômeurs sont obligés de prendre les armes pour



chercher de l'argent. Donc s'il n'y a pas d'activités pour les jeunes, on va toujours constater ce qu'on est en train de constater. Même aux Etats-Unis, il y a des problèmes d'emplois, mais quand on parle de cohésion sociale, il faut parler du problème d'emplois des jeunes. Et s'il y a une activité où on peut regrouper les jeunes, c'est pour cela on a initié l'AGR, mais l'AGR est le bureau du CDC. C'est vrai, on dit aussi que dans l'AGR là, on ne peut pas renouer les portes, parce qu'un jeune qui vient faire l'AGR, on dit qu'il ne peut pas renouer, il arrivera un moment où lui aussi va vouloir partir. Du coup, on est obligé de prendre un peu pour donner à ceux qui travail, c'est vrai que ça c'est de manière officielle, sinon de façon officielle, on ne peut l'exprimer comme ça, venir aux activités chaque jour et ne rien avoir ».

A travers ce récit, cet enquêté pense que les activités génératrices de revenu (AGR) étaient un moyen pour eux de pouvoir réunir les jeunes autour d'un seul projet. Car selon lui, sans travail, il sera plus facile d'instrumentalisé des jeunes pour des promesses compromettantes. Et cette réalité n'est pas propre en Côte d'Ivoire seulement. Car dans les pays développés comme les Etats Unis, les jeunes sont souvent obligés de faire recours à des armes pour se faire entendre. Selon lui, cela ne doit en aucun cas être un facteur compromettant le lien social.

2-2- Les Activités Génératrices de Revenu (AGR)

Au sortir de la crise postélectorale de 2010, les Activités Génératrices de Revenu (AGR) ont joué un rôle important dans les rapports interethniques dans les villages Ebrié dans la commune d'Abobo.

Selon le Président des jeunes d'Anonkoua Kouté :

« En effet, lorsque la crise est finie et que les gens sont revenus, il y a des gens qui continuaient à dire que c'était la première mi-temps et qu'il reste la deuxième qui va se passer. Ces personnes-là, c'est difficile de pouvoir les canaliser. La cohésion sociale, c'est un processus, il faut les faire réunir autour d'un projet communautaire. A chaque fois, il faut créer ces genres de projets, pour que les gens puissent se libérer de ces genres de comportement. Donc, c'est un processus, avec le CDC, nous on a bénéficié de quelques projets qui ont été financés à hauteur de 2 millions de FCFA, par le Gouvernement, à travers le PAPC, la Banque Mondiale. A travers le PAPC, les deux activités du CDC, notamment les AGR et les activités de mobilisation de masses ont été financées à hauteur de 2 millions de FCFA. Nos activités génératrices de revenus qu'on appelle (AGR), qui étaient la vente du riz. Donc, à la constitution de la phase du projet, 1million 500 était prévu pour les activités de mobilisation de masse et on a gardé les 1 millions pour faire l'AGR. Puisque c'est un village, on se connaît plus ou moins, lorsqu'il y a un problème, je vais voir la trésorière, je veux un sac de riz, l'argent sort... sort seulement... Comme c'est un projet communautaire, on ne peut pas aussi refuser de façon catégorique. Mais en tant que président, lorsque j'ai constaté qu'il y avait trop de sortie et que les entrées ralentissaient, j'ai été obligé de stopper les activités et envoyer l'argent qui se trouve à la caisse dans une Banque, pour permettre que l'argent qui avait été financé puisse rentrer. »

Selon cet enquêté, malgré les AGR n'ont été à la hauteur des attentes, pour pouvoir maintenir la cohésion sociale dans les villages Ebrié, les autorités locales et les partenaires nationaux et internationaux doivent poursuivre les AGR sur le terrain en le donnant une autre perspective. Car la cohésion sociale doit être vue comme un processus toujours en évolution, jamais comme un produit fini.

Poursuivant, le Président des jeunes ajouta que :

« Donc, actuellement dans la Banque, nous avions près de 450 000 FCFA, et bien avant, l'argent était dans un compte courant à la SGBCI, dont les frais coutaient au comité 4000 F par mois. Donc en dix mois on a perdu plus de 40 000 F et le projet a duré près de 2 ans, il faut dire qu'on a perdu beaucoup d'argent dans cette affaire. Donc, moi en tant que président, j'ai convoqué une réunion avec la présence de celui qui était chargé du projet au niveau de PAPC où on a retiré l'argent et on a mis dans une micro-finance en Septembre dernier, non seulement on ne coupe pas, il y a des intérêts qui s'ajoutent aussi. Il faut rappeler qu'au départ, c'est l'OIM qui était chargé de l'emplacement technique du projet, donc quand on est arrivé à la phase des AGR, l'OIM a été dessaisie et le PAPC a envoyé quelques homme pour suivre le projet. Donc même si c'est 500 F qui s'ajoute par mois, ce n'est pas déjà mal en attendant que la trésorière fasse entrer l'argent qui est au dehors. Aussi, quand on était en tournée de sensibilisation dans les quartiers, c'est 200 000 F qui a été mobilisée, soit 50 000 F par quartier pour faire cette activité sans compter les chaises et les Bâches louées ainsi que le rafraichissement, ce n'est pas beaucoup, on peut dire même que c'est moins ».

L'enquêté a à travers ce récit, attirer l'attention sur les pertes d'argent que le comité faisait l'objet et qui l'a envoyé à son échec. En effet, étant donné qu'ils avaient en charge d'un projet communautaire, mal vus par les populations, ils étaient confrontés à des sorties d'argent permanentes qui n'ont jamais été



remboursées pour la suite.

3- Les rapports entre les différentes communautés dans le village d'Anonkoua-Kouté au sortir de la crise postélectorale de 2010

Il y a une divergence d'idées des populations autour du lien social dans le village d'Anonkoua Kouté.

3-1- Une communion autour du marché public du village

Pour la Présidente des femmes d'Anonkoua Kouté

« Bon, au départ, le marché même était inexistant, et aujourd'hui il y a un marché. Quand tu arrives dans le marché du village, tu vas voir des femmes Ebrié assises à côté des femmes allochtones et migrantes etc ; ça veut dire que les populations, malgré leur divergence, acceptent quand même de s'asseoir ensemble pour faire le marché alors qu'au départ cela n'existait pas ».

Selon les enquêtés, malgré l'existence de la méfiance entre les communautés, ils partagent le marché public du village ensemble.

3-2- La fréquentation inter-quartiers par les communautés

Selon les informations recueillies sur le terrain, les gens se fréquentent aussi dans le village, c'est-à-dire les différentes communautés.

Selon un résident jeune du village :

« Pendant la crise postélectorale, certains ne voulaient même pas venir au village, parce qu'ils ne pouvaient pas contourner le village qui est au centre. Souvent même, quand-ils quittent leur quartier, au lieu de passer par le village, ils contournent. Quand tu descendais même, tu ne regardais même pas de gauche à droite et tu parlais directement chez toi. Mais aujourd'hui, tu vois des jeunes qui ne sont pas forcément des Ebrié, se regroupent dans les kiosques, les groupes de jeu dans le village ».

Cet enquêté veut attirer l'attention des uns et des autres sur l'avancée du processus de cohésion entre les communautés même s'il reste beaucoup à faire quant à la cohésion du village. Car selon lui, les fréquentations qui étaient interdites autre fois dans les villages et les quartiers voisins au sortir de la crise postélectorale de 2010, à cause des méfiances qui persistaient entre les communautés, s'est amélioré.

3-3- La présence de la gare des « Gbagkas » dans le village d'Anonkoua

Au sortir de la crise postélectorale de 2010, les activités du transport routier dans le village d'Anonkoua Kouté a subi un arrêt total pour n'est pas dire interdites.

Selon un jeune autochtone du village :

« La gare routière, la gare ou les « Gbagkas » chargent pour aller à Sodeci se trouve au carrefour du village. Cette gare est animée aujourd'hui. Je peux dire d'une part, il y a quelque chose qui est en train d'être faite, mais ce n'est encore fini ».

Ce récit nous démontre la reprise du transport commun dans le village et aussi la présence d'un muni gare de transport. Généralement, ce sont les jeunes « dioula » qui animent le milieu de transport du village. Toute chose qui dénote un début dans l'entente entre les communautés.

CONCLUSION

Le présent article avait pour objectif d'apporter des éléments de réponse la contribution des chefferies traditionnelles dans la reconstruction du lien social en Côte d'Ivoire, précisément dans la commune d'Abobo. Il ressort de l'étude que la participation des chefferies traditionnelles dans la prévention et la gestion des conflits dans les villages Ebrié d'Abobo s'étend sur plusieurs points : la coopération entre la chefferie traditionnelle et les leaders religieux pour minimiser les dégâts pendant la crise postélectorale, la crise comme facteur de renforcement de la solidarité entre les autochtones contre les attaques extérieures, le renforcement de la communication avec les quartiers voisins pour minimiser les dégâts pendant la violence postélectorale de 2010. Le recours à la justice traditionnelle (l'arbre à palabre) pour le renforcement de la cohésion sociale dans le village d'Abobo-Baoulé, notamment la gestion des problèmes d'appartenance ethnique et politique. Dans le village d'Anonkoua Kouté, elle s'est soldée au sortir de la crise postélectorale par : l'instauration du Comité de Sage et de Paix, affiliée à la Chefferie traditionnelle, l'inclusion des associations de jeunes dans les CDC. Cela se manifeste aussi par la communion des femmes autour du marché public du village et la reprise du transport routier et la présence d'une gare des « Gbagka » au village, pour dire quel'espoir renait progressivement à la cohésion entre les communautés sociolinguistiques.



BIBLIOGRAPHIE

- Camara O. (2017). *Crise Post-électorale de 2010 et effritement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire : analyse du cas des villages d'Abobo-Baoulé et d'Anonkoua Kouté dans la commune d'Abobo*. These de Doctorat unique à l'Université Félix Houphouët Boigny de Cocody (Abibjan-Côte d'Ivoire, 2018-2019).
- Fisher, S., Ludin, J., Williams, Su; Williams, St, Ibrahim, D.,& Smith A.R. (2002). *Cheminer le conflit. Compétences et stratégies pour l'action*. Birmingham: Responding to Conflict.
- Bar-Tal, D. & Rosen, Y. (2009). Peace education in societies involved in intractable conflicts: Direct and indirect models. *Review of Educational Research*, 79 (2), 557-57.
- Affessi A. (2008). *Contribution du programme national de redéploiement de l'Administration au processus de cohésion sociale*. Mémoire de D.E.S.S, Gestion des conflits et Paix.
- Gnabeli R.Y. (2007). Autochtones et allochtones sédentarisés en milieu rural Ivoirien: processus d'intégration et logique de différenciation. *Annales de l'université Omar Bongo*, n°13.
- Fofana, M ; Traoré, K. (2015). *European Journal of Business and Social Sciences*, Vol. 4, No. 09, December. P.P. 01 - 13.
URL: <http://www.ejbss.com/recent.aspx/>